

**Marché MPPA 2025-04**

**2025-698/04/01-00-00, 2025-698/04/02-00-00**

**Reprise de la fissuration et de**

**l’étanchéité des parkings du siège de la**

**Caisse d’allocations familiales du Rhône**

**MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**

**En application des articles R.2123-1**

**du Code de la Commande Publique**

**ACTE D’ENGAGEMENT**

**AE**

**Nomenclature en application de :**

* **Classification de la branche famille de sécurité sociale : 99.10**
* **Classification CPV : 45262522-6, 45261420-4**

*Ce document comporte 6 pages*

*Mai 2025*

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**Maître d’ouvrage : Maître d’œuvre :**

**Caf du Rhône Bureau Véritas Solutions**

67 boulevard Vivier Merle Racing Park – 4 chemin du Tronchon

69409 Lyon Cedex 03 69410 Champagne au Mont d’Or

e.mail : caf69-bp-marches[@caf69.caf.fr](mailto:valerie.bessy@caf69.caf.fr)  e.mail : [mariesophie.valette@bureauveritas.com](mailto:mariesophie.valette@bureauveritas.com)

**MARCHE DE TRAVAUX**

**POUR LES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE**

*MAITRE DE L’OUVRAGE :*

**Caf du Rhône - 67 boulevard Vivier Merle - 69409 Lyon cedex 03**

*DESIGNATION DE L’OPERATION :*

**Travaux de reprise de la fissuration et de l’étanchéité des parkings de la Caisse d’allocations familiales du Rhône  
67 boulevard Vivier Merle 69003 Lyon**

**Lot n° ………………………...………………………………………………….……………..**

**Corps d’Etat :** …………………….……………………………………………….

***Marché passé selon la procédure adaptée en application de l’article R.2123-1 du Code de la Commande Publique.***

*MAITRISE D’OEUVRE :*

**Bureau Véritas Solutions**

Racing Park – 4 chemin du Tronchon

69410 Champagne au Mont d’Or

Tél. : 06.07.82.05.21

e.mail : [mariesophie.valette@bureauveritas.com](mailto:mariesophie.valette@bureauveritas.com)

*ORDONNATEUR :*

**Madame la Directrice générale de la Caisse d’allocations familiales du Rhône**

*COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :*

**Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d’allocations familiales du Rhône**

**ARTICLE 1 - CONTRACTANT**

Je (nous) soussigné(s) : ..................................……..………............... *Nom et Prénoms (et qualité pour les Sociétés)*

- agissant au nom et pour le compte de la Société *.....................................................…...............................*

*(Préciser l’intitulé complet de la Société (raison sociale et forme juridique)).*

ayant son siège social à ...............................................................……………………………………...........…

…………….......………………………………………………………………………........ *Adresse complète*

…………………………………………………………………………………………...………... *Numéro de téléphone*

……………………………………………………………………………………………………..……… *Adresse mail*

*ou*

- agissant en mon (notre) nom personnel

domicilié à : .………...................................................................................................................................….

……………………………………………...…………………………………………………………………………...

- immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. sous le numéro :

- immatriculé(e) au Registre du Commerce sous le numéro :

- numéro d'identité d'entreprise (siren) :

- numéro d'identité de l’entreprise (siret) :

- code d'activité économique principale (APE) :

- Après avoir pris connaissance des attendus du mémoire technique (notamment l’engagement de disponibilité sur la période estivale), du Cahier des Clauses Administratives Particulières commun aux deux lots (CCAP), des documents qui y sont mentionnés et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chaque lot, relatifs au présent marché,

* Après avoir fourni les pièces justificatives mentionnées à l’article 5 du règlement de la consultation à l’appui de ma (notre) candidature.
* Après avoir apprécié l'ensemble des difficultés liées au site,

J’atteste, sous peine de résiliation de plein droit du marché à mes torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle j’interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 de l’ordonnance n° 2018-1074 du Code de la Commande Publique.

J’atteste, ou la société pour laquelle j’interviens, atteste sur l’honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des dispositions du Code du Travail.

**Je m’engage,**

1. en tant qu'entreprise individuelle, agissant en mon nom personnel
2. en tant que société, agissant au nom et pour le compte de la société

**nous nous engageons,**

1. en tant qu'entrepreneurs groupés solidaires conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus,

**sans réserve** conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus**, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies**.

L'offre ainsi présentée ne me (nous) lie toutefois que si son acceptation m' (nous) est notifiée dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation (RC).

L'Entreprise candidate est le mandataire des entrepreneurs groupés solidaires conjoint.

**ARTICLE 2 - PRIX**

Les modalités de révision des prix sont fixées au CCAP.

**2.1 - Travaux à prix forfaitaires**

Le mois de référence du prix global forfaitaire proposé, appelé « mois zéro » est obligatoirement le mois précédent la remise des offres.

Le titulaire s’engage pour le prix suivant :

Montant H.T. euros : ……………………………………………………………………………………...

Montant T.V.A. euros : …………………………………………………………………………………...

Montant T.T.C. euros : …………………………………………………………………………………...

Soit en lettres (H.T. euros) : ……………………………………………………………………………..

……………………………………………………………………………………………………………….

……………………………………………………………………………………………………………….

Il est joint à la présente une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire à renseigner **obligatoirement.**

**2.2 - SOUS TRAITANCE :**

Merci de cocher une des cases ci-dessous :

Je n'envisage pas de faire appel à la sous-traitance.

ou

Je déclare un sous-traitant. A cet effet, je joins à mon offre, l’imprimé DC4 : Déclaration de sous-traitance.

En cas de sous-traitance déclarée, le candidat doit fournir à l’appui de son offre, la liste nominative de sous-traitants auxquels il envisage de confier l’exécution de certaines prestations (cf. article 6 du CCAP).

L’offre, qu’elle soit présentée par une seule entreprise ou un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l’exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € T.T.C.

**ARTICLE 3 - DELAI :**

Le délai d’exécution global des travaux est fixéà 4 mois dont 2 semaines de préparation, pour l'ensemble des travaux prévus dans le marché.

Les délais d’exécution propres au lot pour lequel je m’engage sont déterminés dans les conditions stipulées à l’article 7.1 du CCAP.

**Ce délai commence à la date de l’Ordre de Service de Démarrage des Travaux.**

**ARTICLE 4 – AVANCE FORFAITAIRE**

Pour les marchés d’un montant initial supérieur à 50.000 € H.T. et d’une durée supérieure à deux mois, une avance forfaitaire est accordée.

En cas de refus, merci de cocher la case ci-dessous :

Je refuse de percevoir l’avance forfaitaire à laquelle je peux éventuellement prétendre en application de l’article 8.2 du CCAP.

**ARTICLE 5 - REGLEMENT**

Le Maître d’Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit de *(joindre un RIB ou RIP) :*

TITULAIRE :

CODE BANQUE :

CODE GUICHET :

COMPTE N° :

CLE RIB :

BIC IBAN :

DOMICILIATION :

Toutefois, le Maître d’Ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants de celles-ci au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

J’affirme / nous affirmons sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie,

1. à mes torts exclusifs, ne pas tomber,
2. à ses torts exclusifs, que la société pour laquelle j’interviens ne tombe pas sous le coup,
3. des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-5 de l’ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics concernant les liquidation ou redressement judiciaires,
4. des infractions au Code Général des Impôts, les interdictions d’ordre législatif, réglementaires ou de justice.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont précisées dans l’imprimé DC4 : Déclaration de sous-traitance.

Ce document comporte six pages.

**Fait en un seul original à …………………………, le ………………………….**

Mention manuscrite *« lu et approuvé »*

Signature et cachet de l’Entrepreneur :

**Marché notifié le ..................................................**

Date et signature du Pouvoir Adjudicateur

Cachet de l’organisme :